

*Question présentée par le député :*

*M. Roger Deneys*

*Date de dépôt : 12 mai 2016*

## **Question écrite urgente**

**Prison genevoise d'exécution de peine située hors canton : quels projets et quelles conclusions ?**

Le Conseil d'Etat genevois semble toujours décidé à soutenir un projet démesuré d'établissement pénitentiaire d'exécution de peine aux Dardelles, à proximité immédiate de la prison de Champ-Dollon et selon des paramètres incompatibles avec l'état actuel des finances publiques cantonales genevoises.

Il est ainsi question de plus de 450 places de détention prévues – à titre de comparaison, l'établissement concordataire fribourgeois d'exécution de peine de Bellechasse, qui dispose par ailleurs d'un domaine agricole d'une superficie totale de plus de 700ha (*sic !*) pour offrir du travail aux détenus, et qui aura aussi permis, en 2015, le lancement du magnifique projet de réintroduction du balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*) en Suisse, dispose d'environ 200 places, de près de 300 millions de francs d'investissement, de plus de 50 millions de francs de frais de fonctionnement annuels et de l'engagement de plus de 300 nouveaux gardiens de prison, alors même que le canton devra mettre en œuvre la réforme de l'imposition des entreprises RIE 3 dont le coût pourrait se traduire par une perte de recettes fiscales annuelles supérieure à 500 millions de francs (*re-sic !*) et que le Conseil d'Etat prône une politique volontariste – mais certes pas forcément réaliste – de réduction des effectifs de la fonction publique et des dépenses publiques (*re-re-sic !*).

*Compte tenu de ces éléments chiffrés particulièrement inquiétants, le Conseil d'Etat peut-il nous indiquer s'il avait, par le passé, envisagé la construction d'un établissement d'exécution de peine genevois situé hors canton, par exemple à proximité de l'établissement de Bellechasse, de celui de la plaine de l'Orbe (EPO) ou en d'autres lieux ?*

*Le cas échéant, le Conseil d'Etat peut-il nous transmettre le ou les descriptifs desdits projets ?*

*Le Conseil d'Etat peut-il également nous indiquer quand et pour quelles raisons ces éventuels projets n'ont pas abouti ou n'ont pas été poursuivis ?*